

# ALGÉRIE



# RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Les vents demeurent  
favorables

Printemps 2023



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Moyen-Orient et Afrique du Nord



# Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Les vents demeurent favorables

Printemps 2023



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Photos de couverture utilisées avec la permission de Fly Of Swallow Studio/Shutterstock.com (haut), BkhStudio/Shutterstock.com (centre gauche), mehdi33300/Shutterstock.com (centre droite), et Leonid Andronov/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

# TABLE DES MATIÈRES

Liste des Acronymes .....	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique .....	ix
Executive Summary.....	xi
ملخص تنفيذي .....	xiii
<b>Chapitre 1: Développements économiques récents .....</b>	<b>1</b>
L'activité hors-hydrocarbures s'est accélérée, dépassant son niveau de 2019 .....	1
La production et l'exportation de pétrole et de gaz ont nettement ralenti au S2-2022.....	2
Hausse des prix du gaz et baisse des importations ont soutenu le compte courant au S2-2022.....	5
Le déficit budgétaire se réduit en 2022, malgré la forte hausse des dépenses .....	7
Les autorités ont privilégié la politique de change, puis monétaire, pour contenir l'inflation .....	8
<b>Chapitre 2: Perspectives et risques .....</b>	<b>11</b>
L'activité hors-hydrocarbures devrait être le principal moteur de croissance en 2023.....	11
La pression sur les équilibres budgétaire et extérieur devrait s'accroître.....	12
La volatilité des prix du pétrole rappelle l'impératif de diversification économique.....	13
Les aléas climatiques représentent un risque croissant pour l'Algérie et la région .....	14
Annexe : Dernières sections spéciales des Notes de suivi de l'économie algérienne .....	17
Bibliographie.....	21

## Liste des figures

Figure 1	La croissance de la consommation privée a soutenu l'activité en 2022.....	2
Figure 2	...et les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance soutenue de l'activité au T1-2023.....	2
Figure 3	Origine de la demande en biens et services, par secteur (2021).....	3
Figure 4	La baisse des quotas de l'OPEP a limité la production.....	4
Figure 5	...tandis que la production et les exportations de gaz ont ralenti.....	4
Figure 6	Le prix du gaz naturel a soutenu les recettes d'exportation des hydrocarbures au S2-2022...	5
Figure 7	...qui, avec l'absence de reprise des importations, a soutenu le compte courant.....	5
Figure 8	Les exportations hors-hydrocarbures sont concentrées dans les engrais.....	6
Figure 9	...dont les prix sont corrélés à ceux du pétrole.....	6
Figure 10	Les prix à l'importation baissent au S2-2022.....	7
Figure 11	...tandis que les volumes importés reprennent au T4, tirés par les équipements.....	7
Figure 12	La hausse des recettes des hydrocarbures dépasse celle des dépenses... ..	8
Figure 13	...et l'épargne du Trésor augmente en parallèle de l'endettement.....	8
Figure 14	L'inflation s'est accélérée au T1-2023.....	9
Figure 15	Le dinar s'est fortement apprécié au S2-2022.....	9
Figure 16	La croissance de la liquidité demeure élevée mais la reprise du crédit reste modérée.....	10
Figure 17	...la liquidité bancaire étant canalisée à 90% vers le Trésor et la Banque d'Algérie.....	10

## Liste des encadrés

Encadré 1	La diffusion des chocs de demande dans l'économie algérienne.....	3
Encadré 2	La Loi de Finances pour 2023.....	13

# LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence d'information sur l'énergie	JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations
ANEM	Agence nationale de l'emploi	mb/j	Milliers de barils par jour
APN	Assemblée Populaire Nationale	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BdA	Banque d'Algérie	Mtep	Million de tonnes équivalent pétrole
BM	Banque mondiale	OAIC	Office Algérien Interprofessionnel des Céréales
BTU	Unité thermique britannique	OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
CAS	Comptes d'Affectation Spéciale	ONS	Office national des statistiques
DZD	Dinar algérien	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
EPE	Entreprises publiques économiques	PIB	Produit intérieur brut
EUR	Euro	Pp	Points de pourcentage
EPT	Espace de programmation territorial	PSR	Programme spécial de refinancement
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	TCEN	Taux de change effectif nominal
FMI	Fonds Monétaire International	TCER	Taux de change effectif réel
FRR	Fonds de régulation des recettes	TTF	Facilité de transfert de titres
GNL	Gaz naturel liquéfié	USD	Dollar des États-Unis
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié		
IDE	Investissement direct étranger		
IPC	Indice des prix à la consommation		
IPP	Indices des prix à la production		
ISMEE	Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques		





# REMERCIEMENTS

**L**e présent rapport de suivi de la situation de l'économie algérienne rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et de plus long terme, et il évalue les conséquences de ces évolutions et changements de politiques pour les perspectives de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur l'Algérie. Le rapport est divisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques en Algérie sur l'année 2022 et le premier trimestre 2023, tandis que le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. **La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 25 mai 2022.**

Le rapport de suivi de la situation de l'économie algérienne est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a

été préparé par Cyril Desponte et Amel Henider, sous la direction d'Éric le Borgne et d'Abdoulaye Sy. Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (représentant résident pour l'Algérie) pour leurs précieuses observations durant la révision de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie particulièrement le Ministère des Finances et le Ministère de l'Énergie et des Mines de l'Algérie pour leurs commentaires sur le rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays que celui-ci représente. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact avec Cyril Desponte ([cdesponte@worldbank.org](mailto:cdesponte@worldbank.org)) et Éric le Borgne ([eleborgne@worldbank.org](mailto:eleborgne@worldbank.org)).



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**L**a croissance du PIB hors-hydrocarbures s'est accélérée en 2022, surcompensant la baisse de la production pétrolière et gazière, et lui permettant de dépasser son niveau de 2019. La production agricole a fortement rebondi en 2022, tandis que la hausse de la consommation privée a profité aux secteurs desservant les ménages. La croissance de l'investissement est demeurée modérée, affectant la performance des secteurs industriels. Dans le secteur des hydrocarbures, la baisse de la production de pétrole a réduit les volumes disponibles à l'exportation, tandis que l'hiver plus doux a réduit la demande pour le gaz algérien. La croissance du PIB a ainsi atteint 3,2% en 2022, soutenue par l'accélération du PIB hors-hydrocarbures (+3,8% en g.a. au S1-2022 et +4,5% au S2, contre +2,3% en 2021). En outre, les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance continue et transrégionale de l'activité hors-hydrocarbures au T1-2023.

**La hausse marquée des prix du gaz a pris le relais de ceux du pétrole au S2-2022, permettant une augmentation continue des recettes d'exportations et des réserves de changes.** La chute des prix du pétrole au S2-2022, qui a entraîné ceux des engrais et donc la valeur des exportations hors-hydrocarbures, a été contrebalancée par la hausse importante des prix d'exportation du gaz. Les exportations ont ainsi encore augmenté au S2-2022, atteignant en 2022 leur niveau le plus élevé depuis 10 ans, soit USD 68,7 milliards. En parallèle, la modération des prix à l'import et la poursuite de la réduction

des volumes importés a permis une baisse modérée des importations. Ainsi, le surplus du compte courant a augmenté au S2-2022, atteignant 9,5% du PIB en 2022, permettant aux réserves de change de passer de 12,5 à 15,8 mois d'importations entre la fin-2021 et la fin-2022, pour atteindre USD 61,7 milliards.

**L'inflation est demeurée élevée au T1-2023, emmenée par le prix des produits agricoles frais.** L'inflation a grimpé à 9,8% en g.a. au T1-2023, malgré la modération des prix des produits importés, et les autorités ont alors relevé le taux de réserves obligatoires, et renforcé les mécanismes de contrôle des prix de certains produits alimentaires. En 2022, la croissance de l'indice des prix à la consommation avait atteint 9,3%, portée par la hausse des prix de produits alimentaires. La politique monétaire était demeurée accommodante, comme le montre la hausse soutenue de la masse monétaire, sans pour autant permettre une reprise marquée du crédit au secteur privé. Afin de contenir l'inflation importée, la Banque d'Algérie avait alors soutenu l'appréciation du dinar au S2-2022.

**Le déficit budgétaire a diminué en 2022, le bond des dépenses publiques absorbant la majorité de la hausse des recettes des hydrocarbures.** À la forte hausse des recettes des hydrocarbures s'est ajoutée la reprise modérée des recettes fiscales, soutenue par l'accélération de l'activité et l'inflation. Dans le cadre des mesures de préservation du pouvoir d'achat les dépenses ont toutefois nettement augmenté, emmenées par l'augmentation des salaires

dans la fonction publique, des pensions de retraite, du coût des subventions alimentaires et celui de l'assurance-chômage. Ainsi, le déficit global du Trésor devrait être passé de 7,2% du PIB en 2021 à 2,9% en 2022, mais le déficit global hors-hydrocarbures s'être détérioré, passant de 19% à 23,4% du PIB. En parallèle, l'épargne publique a cependant bondi à 8,1% du PIB, et la dette publique baissé à 55,6% du PIB.

**Le secteur hors-hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023, mais la baisse des prix du pétrole pèserait sur les équilibres commercial et budgétaire.** La croissance du PIB serait tirée par la consommation et la reprise de l'investissement, malgré la nouvelle baisse des quotas de production de pétrole, l'impact de la faible pluviométrie sur la production agricole, et la reprise modérée des importations. L'inflation, notamment agricole, demeurerait élevée, malgré la baisse des prix à l'import. La baisse des recettes d'exportation des hydrocarbures réduirait le surplus du compte courant, et le déficit budgétaire retrouverait son niveau de 2021, mais serait cependant en partie préfinancé par l'épargne accumulée en 2022. En 2024, le relâchement des quotas et le rebond de la production agricole permettrait une accélération de la croissance, tandis que les équilibres budgétaires et extérieurs se stabiliseraient, tout comme le ratio de dette publique sur PIB.

**Les perspectives macroéconomiques demeurent hautement sensibles au prix du pétrole et du gaz, rappelant l'impératif de diversification économique.** L'amélioration soutenue de la balance commerciale et l'accumulation de réserves de change a renforcé la résilience des équilibres extérieurs de l'Algérie face aux chocs externes. Cependant, l'augmentation durable des dépenses publiques a creusé le déficit budgétaire hors-hydrocarbures, et ainsi augmenté la sensibilité des équilibres budgétaires aux prix du pétrole et du gaz. Une baisse des prix ferait porter le poids du financement d'un déficit plus élevé sur le secteur bancaire, affectant le financement de l'économie. Ces risques soulignent la nécessité d'une politique de dépense prudente, d'une amélioration de son efficacité, et l'importance de la diversification des recettes. En outre, la poursuite de la mise en œuvre de réformes devant permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance soutenable, de diversifier l'économie et les exportations, et d'améliorer durablement le cadre macroéconomique, demeure essentielle à l'essor et à la stabilité de l'économie algérienne. Enfin, les aléas climatiques représentent un risque croissant pour l'économie algérienne et celles de la région.



# EXECUTIVE SUMMARY

**T**he growth in non-hydrocarbon GDP accelerated in 2022, overcompensating for lower oil and gas production, and it surpassed its 2019 level. Agricultural output rebounded strongly in 2022, while rising private consumption benefited sectors serving households. Investment growth remained moderate, affecting the performance of industrial sectors. In the hydrocarbons sector, lower oil production also reduced the volumes available for export, while the milder European winter reduced demand for Algerian gas. GDP growth thus reached 3.2% in 2022, supported by the acceleration of non-hydrocarbon GDP (+3.8% y-o-y in H1-2022 and +4.5% in H2, versus +2.3% in 2021). In addition, night-lights data suggest continued, cross-regional growth in non-hydrocarbon activity in Q1-2023.

**The sharp rise in gas prices has taken over from oil prices in H2-2022, allowing for a continued increase in export revenues and foreign exchange reserves.** The fall in oil prices in H2-2022, which has also driven down fertilizer prices and thus the value of non-hydrocarbon exports, has been offset by the significant rise in gas export prices. As a result, exports increased again in H2-2022, reaching a 10-year high of USD 68.7 billion in 2022. At the same time, moderating import prices and a continued reduction in import volumes led to a moderate decline in imports. Therefore, the current account surplus increased in H2-2022, reaching 9.5 percent of GDP in 2022, allowing foreign exchange reserves to rise from 12.5 to 15.8 months of imports between end-2021 and end-2022, reaching USD 61.7 billion.

**Inflation remained high in Q1-2023, led by the price of fresh agricultural products.** Inflation rose to 9.8 percent y-o-y in Q1-2023, despite moderating prices of imported goods, at which time the authorities raised the reserve requirement ratio and strengthened price controls on some food products. In 2022, growth in the consumer price index had reached 9.3 percent, driven by rising food prices. Monetary policy had remained accommodative, as evidenced by the sustained increase in the money supply, but did not allow for a marked recovery in credit to the private sector. To contain imported inflation, the Bank of Algeria had supported the appreciation of the dinar in H2-2022.

**The budget deficit narrowed in 2022, despite the surge in government spending absorbing most of the increase in hydrocarbon revenues.** In addition to the strong increase in hydrocarbon revenues, there was a moderate recovery in tax revenues, supported by the acceleration in activity and inflation. As part of the measures to preserve purchasing power, however, spending rose sharply, driven by increases in civil service salaries, retirement pensions, as well as the cost of food subsidies and unemployment transfers. As a result, the overall budget deficit is expected to have fallen from 7.2% of GDP in 2021 to 2.9% in 2022, but the overall nonhydrocarbon deficit has deteriorated from 19% to 23.4% of GDP. At the same time, however, Treasury savings jumped to 8.1% of GDP, and public debt fell to 55.6% of GDP.

**The nonhydrocarbon sector is expected to support growth in 2023, but the decline in oil**

**prices would weigh on trade and fiscal balances.**

GDP growth would be driven by consumption and the recovery of investment, despite the further reduction in oil production quotas, the impact of poor rainfall on agricultural production, and the moderate recovery of imports. Inflation, particularly in agriculture, is expected to remain high, despite the decline in import prices. The decline in hydrocarbon export revenues would reduce the current account surplus, and the budget deficit would return to its 2021 level but would be partially pre-funded by savings accumulated in 2022. In 2024, the relaxation of quotas and the rebound in agricultural production would support higher GDP growth, while fiscal and external balances would stabilize, as would the public debt to GDP ratio.

**The macroeconomic outlook remains highly sensitive to the price of oil and gas, reminding of the economic diversification imperative.** The sustained improvement in the trade balance and the accumulation of foreign exchange re-

serves has strengthened the resilience of Algeria's external balances to external shocks. However, the sustained increase in public spending has widened the non-hydrocarbon budget deficit, and thus increased the sensitivity of fiscal balances to oil and gas prices. A drop in prices would put the burden of financing a higher deficit on the banking sector, affecting the financing of the economy. These risks underscore the need for a prudent spending policy, improved spending efficiency, and the importance of revenue diversification. In addition, continued implementation of reforms to enable the private sector to become the engine of sustainable growth, diversify the economy and exports, and improve the macroeconomic framework in a sustainable manner, remains essential to the growth and stability of the Algerian economy. Lastly, climate shocks constitute a growing risk for the Algerian economy and that of the region.

## ملخص تنفيذي

آليات مراقبة الأسعار على بعض المنتجات الغذائية. في عام 2022، بلغ نمو مؤشر أسعار المستهلك 9.3%، ويرجع ذلك إلى ارتفاع أسعار المنتجات الغذائية. بقيت السياسة النقدية ميسرة، كما يتضح من الارتفاع المستمر في العرض النقدي، دون أن يساهم ذلك بشكل كبير في النشاط الائتماني للقطاع الخاص. من أجل ضبط التضخم المستورد، قام بنك الجزائر بدعم تقوية الدينار في النصف الثاني من عام 2022.

من المتوقع أن ينخفض العجز المالي في عام 2022، حيث استوعب ارتفاع النفقات العامة معظم الزيادة في الإيرادات الهيدروكربونية. رافق الزيادة الكبيرة في الإيرادات الهيدروكربونية نموًا معتدلاً في الإيرادات الضريبية بسبب تعافي النشاط الاقتصادي وارتفاع التضخم. ومع ذلك، زادت النفقات بشكل كبير نتيجة زيادة رواتب الموظفين في القطاع العام ومعاشات المتقاعدين وتكاليف الدعم الغذائي وتكاليف التأمين البطالة. وبالتالي، تراجع العجز الكلي للخزينة من 7.2% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2021 إلى 2.9% في عام 2022، ولكن تدهور العجز الكلي غير الهيدروكربوني ليصل إلى 23.4% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022 مقابل 19% في عام 2021. في الوقت نفسه، قفز الادخار العام إلى 8.1% من الناتج المحلي الإجمالي، وانخفضت الديون العامة إلى 55.6% من الناتج المحلي الإجمالي.

من المتوقع أن تدعم القطاعات غير الهيدروكربونية النمو في عام 2023، ولكن انخفاض أسعار النفط سيؤثر على حساب المالية العامة والميزان التجاري. من المتوقع أن يكون الاستهلاك وتعافي الاستثمار أهم محركات النمو الاقتصادي هذا العام، على الرغم من انخفاض حصص الإنتاج النفطي، وتأثير نقص الأمطار على الإنتاج الزراعي، واستئناف الواردات بشكل معتدل. كما سيبقى التضخم، بما في ذلك التضخم الزراعي، مرتفعًا، على الرغم من انخفاض أسعار الواردات. سيؤدي الانخفاض في عائدات الصادرات الهيدروكربونية إلى تقليل فائض الحساب الجاري، وسيعود عجز الميزانية إلى مستواه في عام 2021 ولكن سيتم تمويله جزئيًا من خلال الوفورات المتراكمة في عام 2022. في عام 2024، ومع تحرير حصص الانتاج وانتعاش الإنتاج الزراعي، يُتوقع أن ينمو الاقتصاد بشكل أعلى، بينما من المتوقع أن تستقر نسبة الدين العام من الناتج المحلي الإجمالي وحسابات المالية العامة والميزان التجاري.

تسارع نمو الناتج المحلي الإجمالي غير الهيدروكربوني في عام 2022، مما أدى إلى زيادة التعويض عن الانخفاض في إنتاج النفط والغاز، والسماح له بتجاوز مستواه في عام 2019. فقد

انتعش الإنتاج الزراعي بقوة في عام 2022، بينما إستفادت القطاعات التي تخدم الأسر بسبب ارتفاع الاستهلاك الخاص، في حين بقي نمو الاستثمار معتدلاً، مما أثر على أداء القطاعات الصناعية. أما في قطاع الهيدروكربونات، أدى انخفاض الإنتاج إلى تقليل الكميات المتاحة للتصدير، وبسبب اعتدال فصل الشتاء انخفض الطلب على الغاز الجزائري. بناءً على ما تقدم، بلغ نمو الناتج المحلي الإجمالي 3.2% في عام 2022 مدعومًا بتسارع الناتج المحلي الإجمالي غير الهيدروكربوني (3.8% على أساس سنوي في النصف الأول من 2022 و4.5% في النصف الثاني، مقابل 2.3% في عام 2021). علاوة على ذلك، تشير بيانات الإضاءة الليلية إلى استمرار نمو الأنشطة غير الهيدروكربوني عبر الإقليم في الربع الأول من عام 2023.

شهدت أسعار الغاز ارتفاعًا ملحوظًا في النصف الثاني من عام 2022 بعد ارتفاع أسعار النفط، مما ساهم في زيادة مستمرة في عائدات الصادرات واحتياطات العملة الأجنبية. أدى انخفاض أسعار النفط في النصف الثاني من عام 2022 إلى انخفاض أسعار الأسمدة، وبالتالي إلى انخفاض قيمة الصادرات غير الهيدروكربونية، وجاء الارتفاع الكبير في أسعار صادرات الغاز إلى تخفيف وطأة انخفاض أسعار النفط. لذلك، زادت الصادرات مرة أخرى في النصف الثاني من عام 2022، لتصل في عام 2022 إلى أعلى مستوى لها منذ 10 سنوات بقيمة 68.7 مليار دولار. في الوقت نفسه، ساهم اعتدال أسعار الواردات واستمرار تقلص حجم الواردات إلى تخفيض قيمة الواردات بشكل معتدل. وبالتالي، زاد الفائض في الميزان التجاري في النصف الثاني من عام 2022، ليصل إلى 9.5% من الناتج المحلي الإجمالي، مما سمح لاحتياطات العملة الأجنبية بالارتفاع من 12.5 إلى 15.8 شهر من الواردات بين نهاية عام 2021 ونهاية عام 2022، لتصل إلى 61.7 مليار دولار.

ظل التضخم مرتفعًا في الربع الأول من عام 2023، بسبب ارتفاع أسعار المنتجات الزراعية الطازجة. ارتفع التضخم إلى 9.8% على أساس سنوي في الربع الأول من عام 2023، على الرغم من اعتدال أسعار المنتجات المستوردة، ورفعت السلطات معدل الاحتياطات الإلزامية وأحكمت

البنوك، الأمر الذي سيؤثر على تمويل الاقتصاد. تؤكد هذه المخاطر على ضرورة وجود سياسة إنفاق حذرة وتحسين فعاليتها، وأهمية تنويع مصادر الإيرادات للميزانية. بالإضافة إلى ذلك، يبقى تنفيذ الإصلاحات التي تهدف إلى جعل القطاع الخاص محركاً للنمو المستدام، وتنويع الاقتصاد والصادرات، وتحسين الإطار الاقتصادي الكلي بشكل دائم، أمراً حاسماً لتعزيز واستقرار الاقتصاد الجزائري. أخيراً، تمثل الأخطار المناخية خطراً متزايداً على الاقتصاد الجزائري والمنطقة بأكملها.

تظل آفاق الاقتصاد الكلي حساسة للغاية لأسعار النفط والغاز، وتذكرنا بحتمية التنويع الاقتصادي. التحسن المستمر في الميزان التجاري وتراكم الاحتياطيات النقدية عززت من مناعة الحساب الجاري في مواجهة الصدمات الخارجية. لكن الزيادة المستدامة في الإنفاق الحكومي سيزيد من نسبة عجز الميزانية من الناتج المحلي الإجمالي غير الهيدروكربوني، وبالتالي زيادة حساسية المالية العامة لتذبذبات أسعار النفط والغاز، وفي حال تراجعت أسعار النفط سيضع ذلك أعباء تمويل العجز على قطاع





# DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

## L'activité hors-hydrocarbures s'est accélérée, dépassant son niveau de 2019

**La croissance du PIB réel hors-hydrocarbures s'est accélérée en 2022, soutenue par celle de la consommation privée.** La croissance du PIB a atteint 3,2% en 2022 en dépit d'une contraction modérée de la valeur ajoutée des hydrocarbures (-0,6%), emmenée par le segment hors-hydrocarbures de l'économie (+4,3%). La croissance du PIB hors-hydrocarbures s'est en effet accélérée, passant de 2,3% en 2021 à +3,8% au S1-2022 et +4,5% au S2. La croissance a été portée par celle de la consommation privée (+2,9% en 2022),<sup>1</sup> soutenue par l'augmentation des dépenses publiques, et malgré l'effet de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages. La reprise de l'investissement s'est accélérée au T4-2022 (+6,1% en g.a., après +1,1% en g.a. sur les neuf premiers mois de 2022), malgré la sous-exécution en 2022 de l'investissement public prévu par la Loi de Finances Complémentaire pour 2022.<sup>2</sup> Le PIB réel hors-hydrocarbures a ainsi dépassé son niveau prépandémique

en 2022 (+1,9% relativement à son niveau de 2019), et l'absence de reprise concomitante des importations (-19,4% relativement à leur niveau de 2019) suggère une réorientation partielle de la demande vers la production domestique.<sup>3</sup> Par ailleurs, les données d'éclairage nocturne suggèrent une reprise continue et transrégionale de l'activité hors-hydrocarbures au T1-2023.<sup>4</sup> (Figure 1 et 2, et encadré 1).

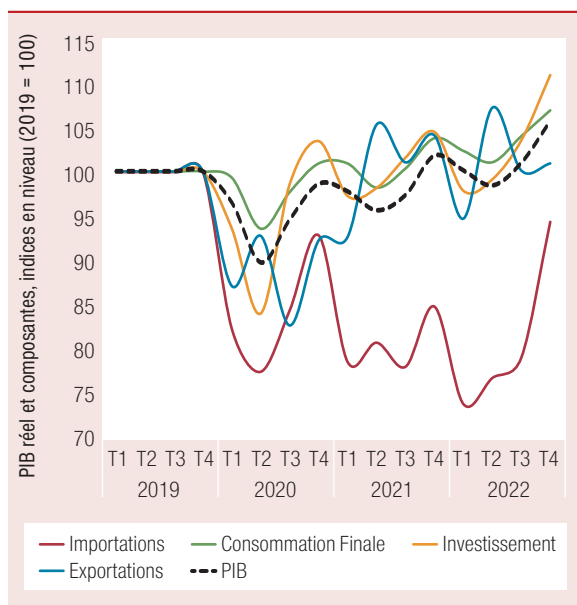
<sup>1</sup> Après une croissance moyenne de 2,2% entre 2017 et 2019, une chute de 3% en 2020, et un rebond à 3,7% en 2021. La consommation privée représente autour de 44% du PIB algérien.

<sup>2</sup> La LFC20222 prévoyait notamment un doublement de l'investissement public. D'après l'ONS, 37% de l'investissement total est le fait de l'administration publique, dont les entreprises publiques sont largement tributaires (voir encadré 1).

<sup>3</sup> Les efforts de réduction des importations doivent cependant être bien calibrés, au risque de diminuer l'accès aux intrants et équipements nécessaires à la production et à l'investissement, et aux produits finis disponibles en quantité insuffisante sur le territoire national.

<sup>4</sup> Les données d'éclairage nocturne, corrigées de l'impact de l'activité gazière et pétrolière, sont des indicateurs

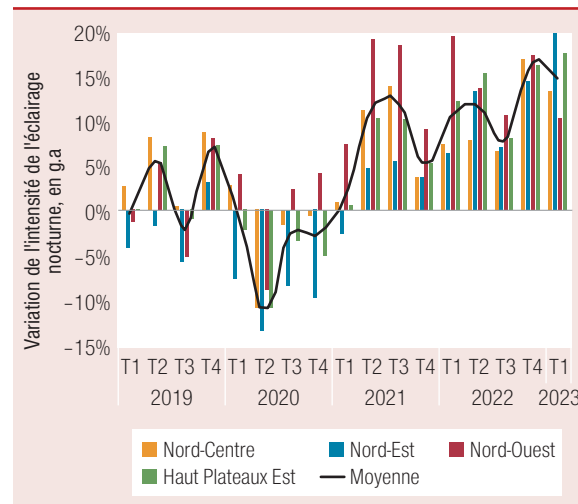
**FIGURE 1 • La croissance de la consommation privée a soutenu l'activité en 2022...**



Source : Office National des Statistiques (ONS) et estimations de la Banque mondiale.  
 Note : La variation des stocks n'est pas présentée pour plus de lisibilité. Les données ci-dessus comparent le niveau d'activité trimestriel à celui du même trimestre en 2019.

**La production agricole a fortement rebondi, tandis que la hausse de la consommation privée a profité aux secteurs desservant les ménages.** Après s'être contractée de 1,9% en 2021, la production agricole a bondi en 2022 (+5,8%), notamment portée par une meilleure récolte dans les régions centrales et proches du littoral.<sup>5</sup> Par ailleurs, la hausse de la consommation privée a stimulé les secteurs desservant les ménages, tel que les secteurs agro-alimentaires, de l'habillement, du commerce et des hôtels, cafés et restaurants. À l'inverse, la hausse plus timide de l'investissement contribue à expliquer la croissance modérée de l'activité dans les secteurs de la construction, des matériaux de construction et des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME). Compte tenu de la forte présence des entreprises publiques économiques (EPE) dans les secteurs tributaires de l'investissement, leur production en a pâti, notamment les EPE actives dans le secteur des ISMME (-21,4% en g.a. sur les 9m-2022) et des matériaux de construction (-6,7%). Par ailleurs, l'accélération de l'investissement au T4 a généré un bond des importations.<sup>6</sup> (Encadré 1).

**FIGURE 2 • ...et les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance soutenue de l'activité au T1-2023**



Source : NASA et estimations de la Banque mondiale.  
 Note : Les données d'éclairage nocturne, corrigées de l'impact de l'activité gazière et pétrolière, sont des indicateurs avancés robustes de l'activité économique (Banque mondiale, 2023a). HP = Hauts-Plateaux. Les régions correspondent aux Espaces de Programmation Territoriale (EPT).

## La production et l'exportation de pétrole et de gaz ont nettement ralenti au S2-2022

### La baisse des quotas de production de l'OPEP en octobre 2022 a conduit à une diminution de la

avancés robustes de l'activité économique (Banque mondiale, 2023a). Ces données permettent d'expliquer 75% du niveau du PIB hors-hydrocarbures à prix constants dans un modèle de régression linéaire bivarié, et 89% de ce niveau lorsque le trimestre, la tendance et l'effet du COVID sont pris en compte.

- <sup>5</sup> Les données satellitaires du Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC) suggèrent des niveaux plus bas de stress hydrique et un développement plus avancé de la biomasse au S1-2022 (période de récolte de la saison 2021-2022) pour les wilayas agricoles de part et d'autre d'Alger (Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif à l'est, bande de Médéa à Aïn Temouchent à l'ouest), contrairement aux wilayas agricoles plus éloignées du littoral, et de l'est (bande de Tlemcen à Tiaret, wilayas de l'est à partir de Constantine et Batna).
- <sup>6</sup> Aucune donnée du marché de l'emploi n'est présentée ici, la publication des données de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) ayant été stoppée en juin 2022, et les dernières statistiques usuelles du marché de l'emploi (ex: taux de chômage, taux de participation) datant du S1-2019.

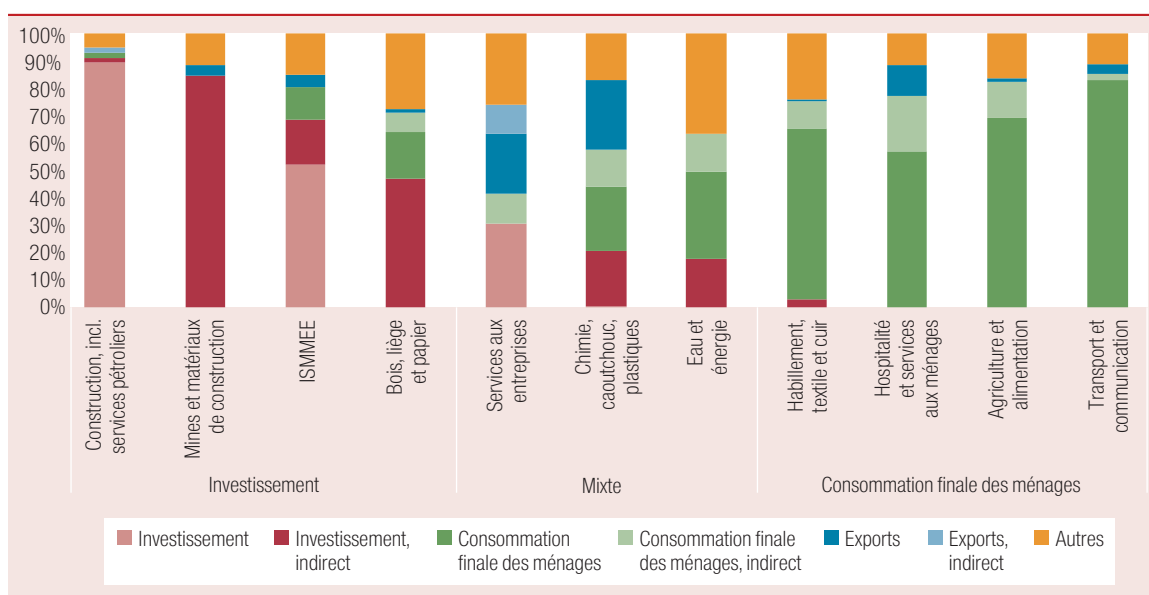
## ENCADRÉ 1 : LA DIFFUSION DES CHOCS DE DEMANDE DANS L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

**Appréhender les liens entre les chocs de demande et la performance des secteurs productifs est essentiel afin d'anticiper et de répondre à ces chocs.** À cette fin, les tableaux d'entrées-sorties (TES) permettent, pour chaque secteur, d'établir la part de sa demande tributaire de l'investissement ou de la consommation finale, qui sera affectée directement par un choc de demande. Il permet également d'établir la part de la demande sectorielle tributaire de la demande en intrants des secteurs affectés par le choc (effets de second tour). Des données sur l'intensité de l'importation, de la présence d'EPE, ou encore d'intensité en main d'œuvre, permettent d'anticiper la propagation de ces chocs dans l'économie algérienne.

**Ainsi, un choc positif de consommation des ménages aura des effets positifs sur les secteurs des transports et communication, de l'habillement et du cuir, de l'agriculture et de l'alimentation.** Selon les TES, 85%, 83% et 73% de la demande des produits de ces secteurs émane des ménages (directement et indirectement) et bénéficierait de cette hausse. La variation de la demande adressée aux différents secteurs sera modulée par les priorités des ménages vis-à-vis leur consommation et celles des entreprises vis-à-vis leurs intrants. Cette hausse de consommation pourrait déboucher sur une hausse de production (et d'emploi), ou une hausse des prix (et salaires), selon la disponibilité des produits (localement ou à l'importation) et des travailleurs. Elle aura un effet important sur l'emploi, principalement à travers le secteur des transports et communication (29% de la masse salariale nationale hors-administration), et sur le secteur privé, plus présent dans ces secteurs.

**Par ailleurs, un choc négatif d'investissement affectera les secteurs de la construction, des mines et matériaux de construction et des ISMMEE, touchera particulièrement les entreprises publiques, et réduira la demande en biens importés.** 91% et 69% de la demande des secteurs de la construction et des ISMMEE est tributaire de l'investissement, tandis que 85% de la demande des mines et matériaux de construction est tributaire du secteur de la construction (effet de second tour). Dans ces secteurs, une baisse de la production (et de l'emploi) et des prix (ou des salaires) est à prévoir. Le choc affectera l'emploi, principalement à travers le secteur de la construction (29% de la masse salariale hors-administration) et sera plus marqué sur le secteur public, dont plus de la moitié de la production émane des quatre principaux secteurs affectés. L'intensité de l'importation étant plus forte dans ces secteurs, celles-ci devraient diminuer.

**FIGURE 3 • Origine de la demande en biens et services, par secteur (2021)**



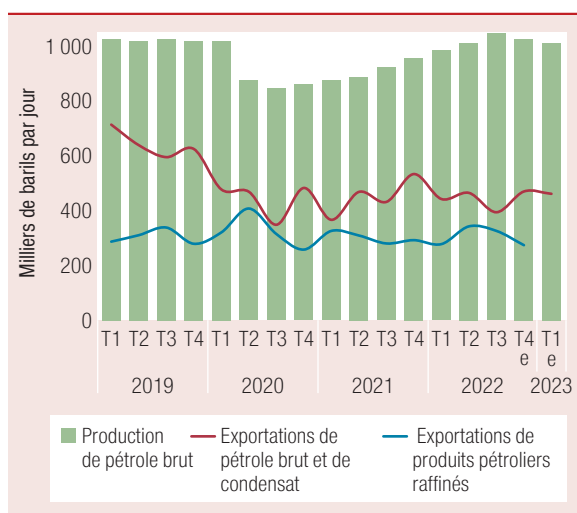
Source : ONS et estimations de la Banque mondiale.

**production de pétrole, réduisant en fin d'année les volumes disponibles à l'exportation.** Alors qu'un éventuel ralentissement de la croissance mondiale menaçait les prix mondiaux des hydrocarbures, l'OPEP a décidé d'abaisser sa production et le quota de production de pétrole brut de l'Algérie a été ramené de 1055 mb/j en octobre 2022 à 1007

mb/j en novembre, puis à 959 mb/j à partir du mois de mai 2023.<sup>7</sup> Ainsi, après huit trimestres consécutifs d'augmentation et un retour au niveau de production de 2019, la production moyenne a baissé de 1,9 % en

<sup>7</sup> Soit le niveau de décembre 2021, supérieur au creux de mai 2020 (816 mb/j).

**FIGURE 4 • La baisse des quotas de l'OPEP a limité la production...**

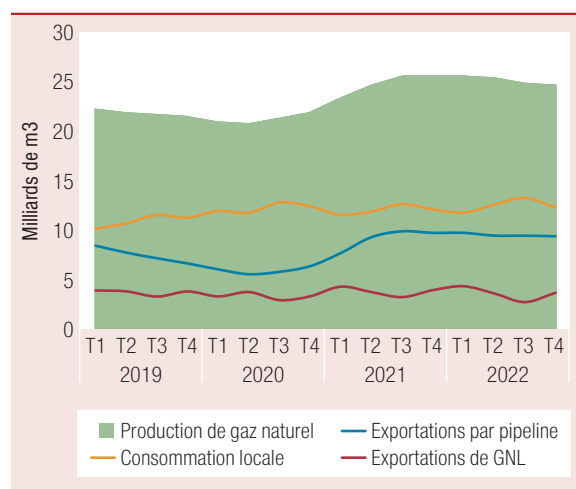


Source : Banque d'Algérie (BdA) pour l'exportation de produits pétroliers raffinés jusqu'au T3-2022, Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour la production de pétrole brut, estimations de la Banque mondiale pour les exportations au T4-2022 et T1-2023.

glissement trimestriel (g.t.) au T4-2022, et de 1,6 % en g.t. au T1-2023. En 2022, la production a néanmoins augmenté de 12% vis-à-vis de 2021 (soit 1020 mb/j en moyenne), du fait de la hausse continue des quotas sur les 10 premiers mois de l'année. Cette hausse de la production moyenne en 2022 a permis l'augmentation des exportations de pétrole brut (+9,5 % en 2022) et une hausse plus marquée de la production des raffineries.<sup>8</sup> Cependant, les exportations de pétrole raffiné et de gaz de pétrole liquéfié n'ont augmenté que de 3 % et 3,5%, respectivement, suggérant que la production additionnelle a été absorbée par la hausse de la consommation domestique.<sup>9</sup> (Figure 4).

**La production et l'exportation de gaz ont ralenti mais sont demeurées élevées au deuxième semestre 2022, malgré la hausse des prix à l'exportation.** La révision à la hausse du prix de livraison du gaz naturel avec l'Italie et l'Espagne a atténué l'attractivité du gaz algérien, qui est cependant demeuré significativement plus attractif que le prix courant du gaz naturel liquéfié. Cela a néanmoins pu ralentir le stockage du gaz<sup>10</sup> et, combiné à l'effet d'un hiver européen plus doux sur la demande de gaz algérien, la production de gaz naturel a continué de baisser au S2-2022 (-5,9% en g.a., contre -1,1% au S1-2022).<sup>11</sup> En année pleine, la production a diminué de 3,4%

**FIGURE 5 • ...tandis que la production et les exportations de gaz ont ralenti**



Source : Joint Organisation Data Initiative (JODI), estimations de la Banque mondiale. Note : Les données sont présentées en moyenne glissante sur quatre trimestres, afin d'éliminer l'effet de la saisonnalité. La consommation locale est estimée comme la différence entre la production brute et les exportations par gazoduc et sous forme de gaz naturel liquéfié, l'Algérie n'important pas de gaz naturel.

vis-à-vis de 2021 mais est demeurée 11,9% supérieure à la moyenne des années 2018 à 2020, la stratégie de réduction de la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie contribuant à une demande soutenue pour le gaz algérien. Les exportations par pipeline et celles de gaz naturel liquéfié ont suivi celles de la production (-5,5% et -6,9% en g.a. au S2-2022), suggérant une baisse similaire de la consommation domestique.<sup>12</sup> Cependant, les exportations par pipeline vers l'Espagne ont chuté de 36% en g.a. au Q3-2022, tandis que les exportations vers l'Italie bondissaient de

<sup>8</sup> L'augmentation de production de pétrole brut en 2022 (+11,9%) étant plus élevée que celle des exportations. En effet, 40% de la production de pétrole brut algérienne est exportée, tandis que le reste est acheminée aux raffineries. (Sonatrach, 2022).

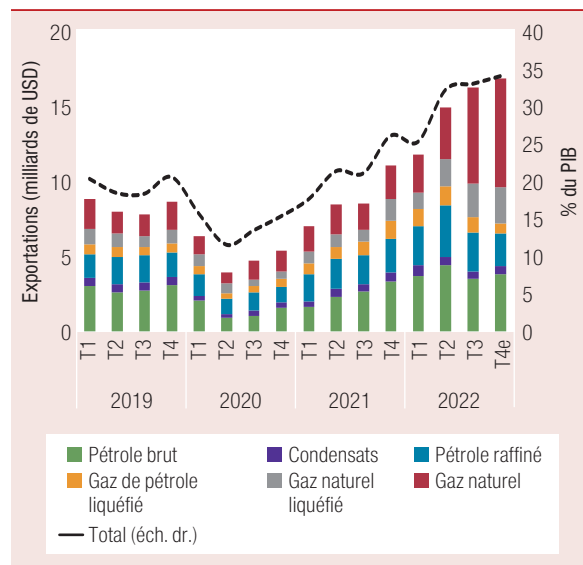
<sup>9</sup> Autour de 85% de la consommation domestique de produits raffinés étant accaparée par le transport routier.

<sup>10</sup> Ce qui est suggéré par la relation inverse entre le prix du gaz et les volumes exportés (Banque mondiale, 2022).

<sup>11</sup> Données JODI pour la production et l'exportation de gaz naturel.

<sup>12</sup> Autour de 6%, la baisse des exportations étant proportionnelle à celle de la production. Plus de la moitié du gaz naturel algérien est exporté par pipeline (37%) ou sous forme de GNL (16%), et la consommation domestique sert principalement à alimenter les centrales thermiques (20%), à usage résidentiel (11%) et industriel (9%).

**FIGURE 6 • Le prix du gaz naturel a soutenu les recettes d'exportation des hydrocarbures au S2-2022...**



Source: BdA et estimations de la BM au T4-2023.

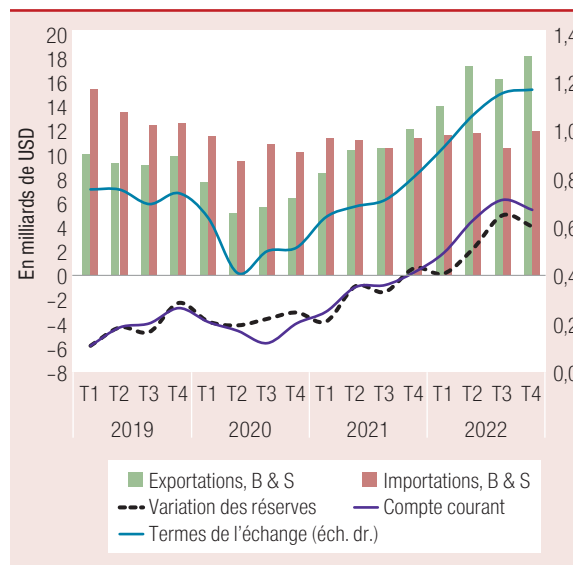
41% en g.a., reflétant notamment un fort premium à l'exportation vers l'Italie.<sup>13</sup> (Figure 5).

**Les exportations d'hydrocarbures ont continué d'augmenter au T3 et au T4-2022, soutenues par la hausse continue des prix du gaz vendu à l'Europe.** Après un sommet à US\$ 123 par baril en juin 2022, le prix du pétrole brut algérien a chuté à US\$ 80 en décembre malgré la baisse des quotas de production, avant de se stabiliser à US\$ 82 au T1-2023. Cette baisse a néanmoins été amortie par la forte hausse du prix de vente du gaz naturel par gazoduc, de US\$ 335 par milliers de mètres cubes au S1-2022 à US\$ 703 au S2-2022,<sup>14</sup> tirée par la hausse du prix de vente à l'Italie au T3, puis à l'Espagne. Ainsi, et malgré la légère baisse concomitante des volumes d'exportations, la correction des prix du pétrole n'a pas généré de baisse des recettes d'exportation des hydrocarbures, qui sont passées de US\$ 14,9 milliards au T2-2022 à US\$ 16,2 milliards au T3 et autour de US\$ 16,8 milliards au T4.<sup>15</sup> (Figure 6).

### Hausse des prix du gaz et baisse des importations ont soutenu le compte courant au S2-2022

**Le surplus du compte courant a ainsi augmenté au S2-2022, tout comme les réserves de change.**

**FIGURE 7 • ...qui, avec l'absence de reprise des importations, a soutenu le compte courant**



Source: Fonds Monétaire International (FMI).

Porté par les exportations de gaz naturel, le surplus du compte courant a culminé au T3-2022 (US\$ 6,3 milliards), avant de baisser au T4 (US\$ 5,5 milliards), la stabilité des exportations de biens et de services contrastant avec la reprise modérée des importations de biens et de services au T4. Par conséquent, le surplus du compte courant a atteint US\$ 18,3 milliards en 2022, soit 9,5% du PIB, et les réserves de change de l'Algérie ont continué d'augmenter, atteignant US\$ 61,7 milliards à la fin-2022 (+US\$ 15,7 milliards sur l'année), soit 15,8 mois d'importations de biens et de services, contre 12,5 mois à la fin-2021. En outre, les termes de l'échange de l'Algérie<sup>16</sup> se sont nettement améliorés en 2022, portés au S1 par la forte hausse

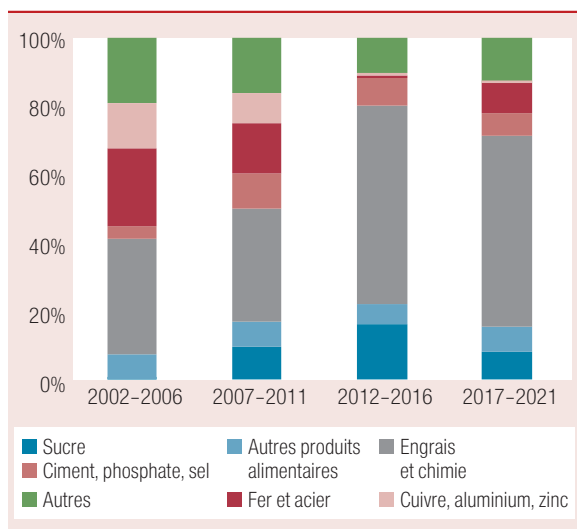
<sup>13</sup> Au Q3-2022, le prix d'achat italien (€79.5 MWh) a augmenté de 93% en g.t. tandis que le prix d'achat espagnol demeurait stable (€43 MWh, +3,6% en g.t.), traduisant un ajustement contractuel plus rapide des prix italiens au prix du gaz au comptant. (Commission européenne, janvier 2023).

<sup>14</sup> Contre US\$ 197 en 2021.

<sup>15</sup> Estimations de la Banque mondiale. Cela représente un sommet des dix dernières années.

<sup>16</sup> Le ratio entre le prix moyen à l'export et le prix moyen à l'import, un indicateur du pouvoir d'achat algérien à l'international.

**FIGURE 8 • Les exportations hors-hydrocarbures sont concentrées dans les engrais...**



Source : Trademap et estimations de la Banque mondiale. Les données pour l'Algérie sont obtenues à partir des données d'importation de ses partenaires commerciaux.

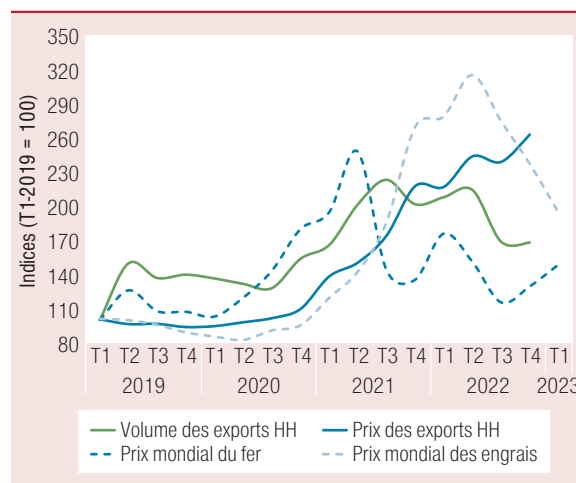
des prix du pétrole, et la baisse de ces derniers au S2 étant compensée par la hausse des prix du gaz, la baisse des prix à l'import et la décision de la Banque d'Algérie d'opérer une appréciation contrôlée du dinar (voir plus bas). (Figure 7).

**La baisse des exportations de pétrole au S2-2022 a été accompagnée par celle des prix des engrais et du fer, corrélés aux prix du pétrole.**

Les exportations de produits ont augmenté à US\$ 65,1 milliards en 2022, contre US\$ 38,6 milliards en 2021 (+69%), principalement portés par la hausse des prix et des exportations des hydrocarbures (+75,5%). Dans le même temps, les exportations hors-hydrocarbures ont également bondi, de US\$ 5 milliards en 2021 à US\$ 6,6 milliards en 2022 malgré la baisse des volumes exportés (-3,5 % en 2022). Cependant, les exportations de produits hors-hydrocarbures étaient en 2021 dominées par les engrais (majoritairement des engrais azotés et ammoniac), et l'embellie de 2022 semble donc avoir été portée par la hausse du prix des engrais et des produits sidérurgiques<sup>17</sup> sur les marchés internationaux augmentant la valeur des exportations hors-hydrocarbures (+41%). (Figures 8 et 9).

**Les importations ont baissé au S2-2022, malgré la reprise des importations d'équipement**

**FIGURE 9 • ...dont les prix sont corrélés à ceux du pétrole**



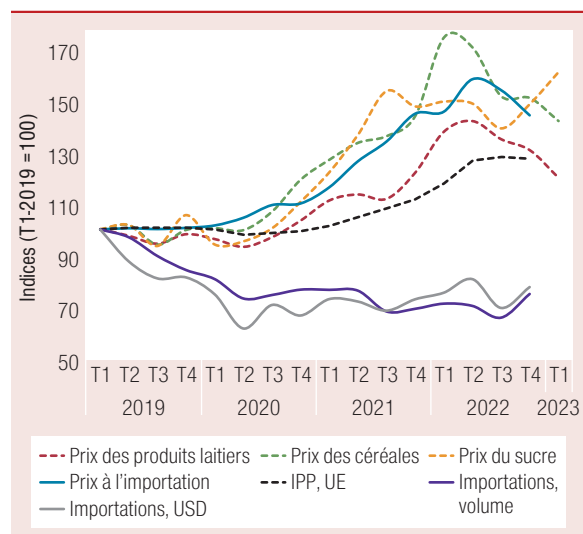
Source : ONS et estimations de la Banque mondiale pour le prix et le volume des exportations hors-hydrocarbures, World Bank Commodity Markets Outlook pour l'indice composite du prix des engrais et du fer. HH = hors-hydrocarbures. La hausse continue des prix à l'exportation au T4-2022, portée par les produits alimentaires et chimiques, pourrait s'expliquer par un changement dans la composition des exportations hors-hydrocarbures en 2022.

**au T4.** Les importations de biens et de services ont augmenté à US\$ 47 milliards en 2022, contre US\$ 43,3 en 2021 (+8,5%) malgré une baisse des volumes importés, celle-ci étant surcompensée par la forte hausse des prix à l'importation. En effet, en 2022, les volumes de produits importés ont baissé de 3,1%, portés par la chute des importations de machines et matériel de transport (-18,8% en g.a.) dans un contexte de faible croissance de l'investissement domestique, et celle des produits alimentaires (-6,7%) sur fond de rebond de la production agricole algérienne. Cette baisse des volumes importés a cependant été surcompensée par le bond des prix à l'importation (+15,5%), transversale mais plus marquée pour les produits alimentaires (+32,6% en g.a.). Cependant, la tendance des prix alimentaires et des matières premières s'est inversée au S2-2022, avec la baisse des prix mondiaux des céréales, des produits laitiers, et la stabilisation des prix à la production, tandis que la reprise de l'investissement a stimulé les importations d'équipement au T4-2022. (Figures 10 et 11).

<sup>17</sup> En 2021, ceux-ci représentaient autour de 70% des exportations hors-hydrocarbures de l'Algérie. L'indice synthétique du prix des engrais de la Banque mondiale montre une hausse de 58% en 2022.

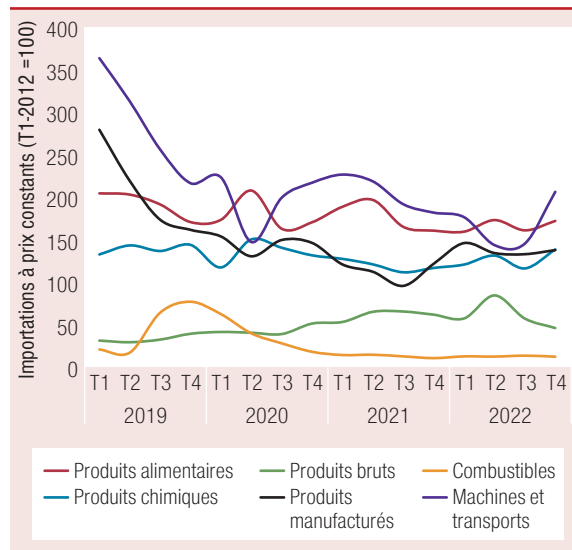


**FIGURE 10** • Les prix à l'importation baissent au S2-2022...



Source : ONS, Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) & Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Note : IPP = Indice des prix à la production du secteur public marchand.

**FIGURE 11** • ...tandis que les volumes importés reprennent au T4, tirés par les équipements



Source: ONS et calculs de la Banque mondiale.

## Le déficit budgétaire se réduit en 2022, malgré la forte hausse des dépenses

**Le solde global du Trésor a diminué en 2022, alors que la forte hausse des recettes des hydrocarbures surcompense celle des dépenses de fonctionnement.** Suivant la hausse des recettes des exportations d'hydrocarbures (+75,5%), la dépréciation du dinar vis-à-vis le dollar US (-4,9%), et la hausse de la part des recettes d'exportations allant au budget, les recettes des hydrocarbures allant au budget a plus que doublé (+117%).<sup>18</sup> Les recettes fiscales ont également augmenté, soutenues par la bonne dynamique de la consommation privée et la reprise des recettes de l'impôt sur les entreprises, après une année 2020 marquée par la crise du COVID-19 et le report des pertes occasionnées sur l'année fiscale 2021. Contrastant avec la faible croissance des dépenses d'équipement, les dépenses publiques ont fortement augmenté (+30%), portées par les dépenses de fonctionnement. Le bond de ces dernières s'explique notamment par la hausse des salaires dans le secteur public, la hausse des pensions de retraites, la mise en œuvre de l'allocation

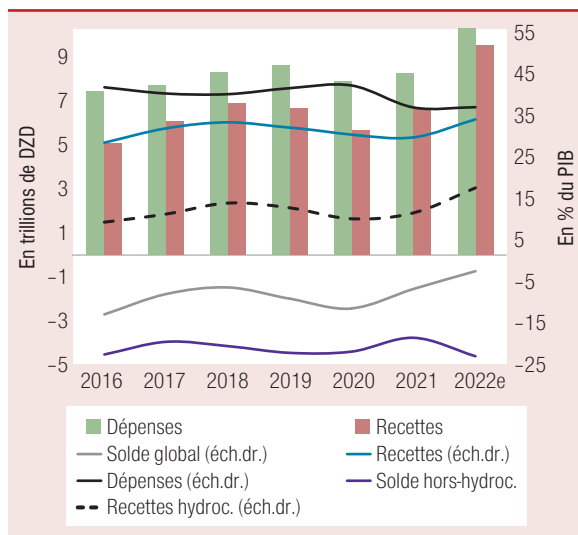
chômage, et la hausse du coût des subventions universelles aux produits alimentaires de base.<sup>19</sup> Ainsi, le déficit global du Trésor est anticipé à 2,9% du PIB en 2022, contre 7,2% du PIB en 2021, mais le déficit global hors-hydrocarbures se serait détérioré, passant de 19% à 23,4% du PIB. (Figure 12).

**La dette publique envers le secteur bancaire domestique a augmenté modérément en 2022, en parallèle de l'épargne du Trésor à la Banque d'Algérie.** L'endettement du Trésor envers le secteur bancaire domestique s'est poursuivi (+21,5% en 2022, pour atteindre 30,4% du PIB en fin d'année), dans le cadre des émissions souveraines régulières et de la mise en œuvre de la dernière phase

<sup>18</sup> Les recettes des hydrocarbures incluent les fonds versés au Fonds de Régulation des Recettes, c'est-à-dire ceux qui excèdent les prévisions de recette des lois de finance. La dépréciation du dinar augmente la valeur en dinars des exportations d'hydrocarbures, libellées en dollars.

<sup>19</sup> Les dépenses publiques prévues dans la Loi de Finances Complémentaire pour 2022 (publiée en août) demeurent sous-exécutées, et en particulier l'investissement public.

**FIGURE 12 • La hausse des recettes des hydrocarbures dépasse celle des dépenses...**



Source : Ministère des Finances, ONS et estimations de la Banque mondiale pour 2022.

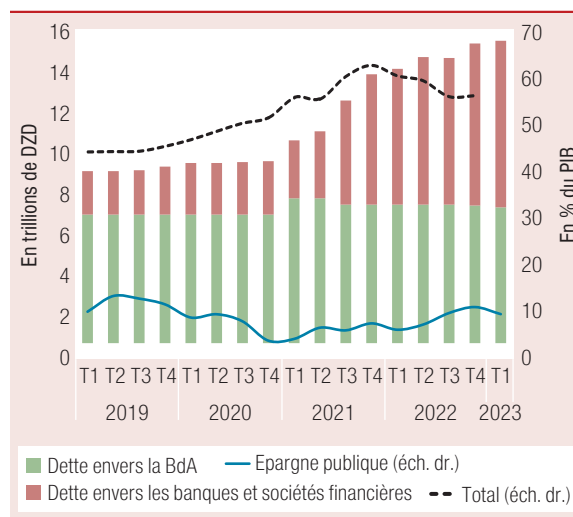
du programme spécial de refinancement (PSR).<sup>20</sup> Néanmoins, l'épargne du Trésor à la Banque d'Algérie a augmenté en parallèle de la hausse de l'endettement, passant de DZD 962 milliards à la fin-2021 à DZD 2 231 milliards à la fin-2022 (soit US\$ 15,7 milliards, ou 8,1% du PIB). La hausse du PIB nominal ayant de loin excédé celle de la dette publique, le ratio de la dette publique a chuté en 2022 pour atteindre 55,6% du PIB.<sup>21</sup> (Figure 13).

## Les autorités ont privilégié la politique de change, puis monétaire, pour contenir l'inflation

**La croissance des prix à la consommation et à la production est demeurée élevée au S2-2022 et s'est accélérée au T1-2023, malgré la modération des prix des produits importés.**

La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 8,5% en g.a. au T4-2022 (+9,3% en année pleine) et s'est accélérée pour atteindre 9,8% au T1-2023. Si la hausse en 2022 a été transversale, l'accélération au T1-2023 a été alimentée par la forte hausse des prix des produits agricoles frais (+24,7%), principalement produits domestiquement,<sup>22</sup> et notamment celle des prix de la viande, les fruits et les produits laitiers. Dans

**FIGURE 13 • ...et l'épargne du Trésor augmente en parallèle de l'endettement**



Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

Note : Sur l'axe de droite, la dette publique est rapportée au PIB sur quatre trimestres glissants.

le même temps, la croissance des prix des produits alimentaires industriels et des produits manufacturés, principalement importés, a nettement ralenti.<sup>23</sup> Par ailleurs, les prix à la production ont également continué de croître (+13,5% en g.a. sur les 9m-2022), notamment

<sup>20</sup> Dans le cadre de ce programme, le Trésor a substitué les créances des EPE aux banques publiques par des bons du Trésor. Ces bons du Trésor pouvaient ensuite être refinancés par les banques à la Banque d'Algérie, mais la majorité de la liquidité acquise ainsi devait être réinvestie dans les bons du Trésor, contribuant à financer le déficit public.

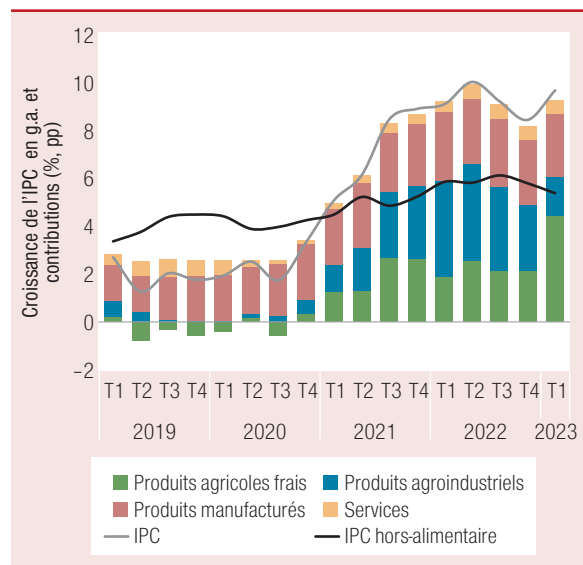
<sup>21</sup> La dette domestique représente 99% de la dette publique, dont 22,9% est composé de la dette de marché et 77,1% de la dette d'assainissement, principalement bons du Trésor émis dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017-19 et du programme spécial de refinancement de 2021-2022.

<sup>22</sup> Selon l'ONS 11,3% de la consommation nationale de produits agricoles est importée.

<sup>23</sup> Les produits agroindustriels, les biens manufacturés et les services ont en effet affiché une hausse plus modérée (5%, 6,8% et 3,3% en g.a.). Selon l'ONS, 30% de la consommation nationale de produits agroindustriels et 63% de celle des produits manufacturés est importée. Ainsi, leur prix est plus sensible au taux de change et aux prix à l'importation. (Banque mondiale, 2022).



FIGURE 14 • L'inflation s'est accélérée au T1-2023



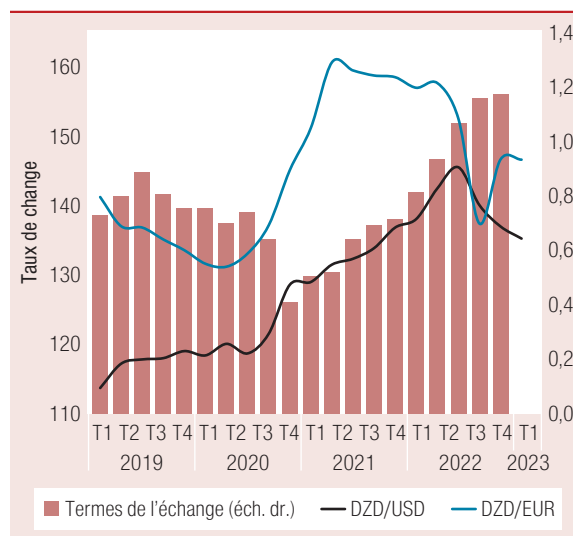
Source : ONS et estimations de la Banque mondiale.

dans les ISMME, le secteur minier et celui du textile, fortement dépendants des importations.<sup>24</sup> (Figure 14).

**Dans ce contexte, les autorités ont renforcé les mesures de préservation du pouvoir d'achat, à travers la hausse des salaires, des retraites, des allocations chômage, ainsi que le renforcement des subventions alimentaires.** Le Gouvernement a annoncé la poursuite de la revalorisation des salaires dans le secteur public, d'environ 10% par année en 2022, en 2023, et en 2024,<sup>25</sup> de même que la revalorisation des pensions de retraite (entre 2 et 5%). Le montant de l'allocation-chômage introduite en 2021, dont bénéficient 2 millions d'Algériens, sera également revalorisée de DZD 13 000 à 15 000. Prises ensemble, ces trois mesures devraient bénéficier à 7,4 millions d'Algériens, soit plus d'un quart de la population adulte.<sup>26</sup> Enfin, les mécanismes de subventions aux produits alimentaires de base ont été renforcés, avec l'élargissement du monopole à l'importation de l'OAIC aux légumes secs et au riz en février 2023.<sup>27</sup>

**La Banque d'Algérie est également intervenue pour soutenir l'appréciation du dinar au S2-2022, avec pour objectif de contenir l'inflation importée.** Après plusieurs années de dépréciation continue (-6,2% par année en moyenne entre 2014 et 2021), la Banque d'Algérie est intervenue au S2-2022 pour permettre l'appréciation du

FIGURE 15 • Le dinar s'est fortement apprécié au S2-2022



Source : Investing.com, ONS, et estimations de la Banque mondiale.

dinar vis-à-vis du dollar US, dans l'objectif de contenir l'inflation importée.<sup>28</sup> Ainsi, le dinar a grimpé de 4,0% en un semestre vis-à-vis de l'Euro (+7,0% en 2022, retrouvant son niveau de 2020), de 6,2 % vis-à-vis le dollar US (+0,8% en 2022, retrouvant son niveau de la fin-2021) et de 9,4% relativement au Yuan (+9,3% en 2022, retrouvant son niveau de la fin-2020).<sup>29</sup> Le taux de change effectif réel s'est apprécié de 9,0%, l'Europe connaissant également un niveau élevé d'inflation. Ainsi, l'appréciation du taux de change s'est

<sup>24</sup> Données de l'ONS pour le secteur public marchand.

<sup>25</sup> Estimations de la Banque mondiale sur la base des grilles de salaires publiées au Journal Officiel 3 de 2023.

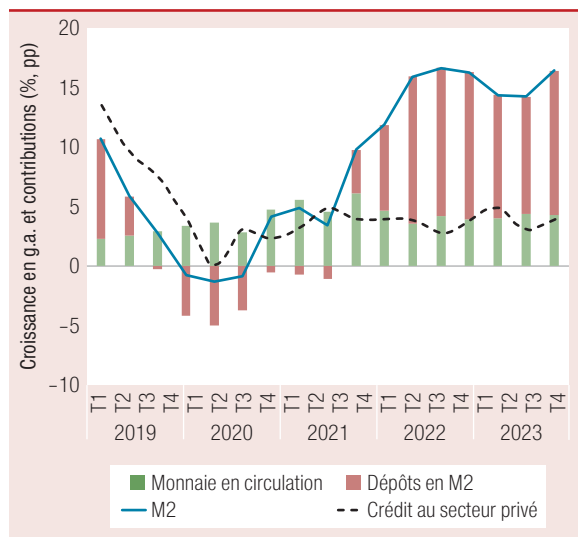
<sup>26</sup> Selon le Ministre du Travail près de 2 millions de chômeurs, 2,8 millions de fonctionnaires et 2,6 millions de retraités verront leurs revenus augmenter. (APS, 26 décembre 2022).

<sup>27</sup> APS, 13 février 2023. Cette annonce intervient après l'octroi d'un monopole sur l'achat de blé importé (2021) et produit domestiquement (2022). Pour un inventaire des mesures prises en 2022, voir Banque mondiale (2023).

<sup>28</sup> « En effet, cette appréciation appréciable reflète la volonté de la Banque d'Algérie de lutter contre l'accélération de l'inflation importée en contexte de sous-évaluation ponctuelle du dinar, par rapport à ses fondamentaux, et de la faiblesse conjoncturelle de l'euro. » (Banque d'Algérie, 2023).

<sup>29</sup> Données de fin de période.

**FIGURE 16** • La croissance de la liquidité demeure élevée mais la reprise du crédit reste modérée...

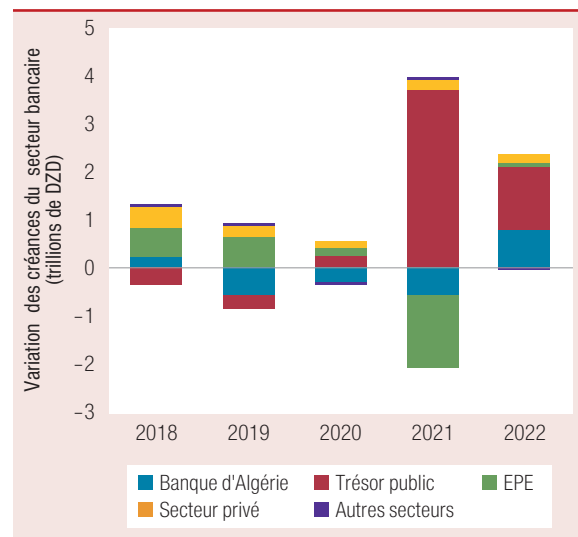


Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

accompagnée d'une augmentation marquée des termes de l'échange algérien, malgré la baisse des prix du pétrole. (Figure 15).

**Alors que l'inflation demeurait élevée au T1-2023, la Banque d'Algérie a amorcé un resserrement de la politique monétaire.** En 2022, la politique monétaire est demeurée accommodante comme le suggère la hausse soutenue de la masse monétaire (+14,2%) et de la monnaie en circulation (+10,9%),<sup>30</sup> la Banque d'Algérie maintenant le taux directeur<sup>31</sup> et le taux de réserves obligatoires au niveau établi durant la pandémie. Malgré cela, la croissance du crédit au secteur privé est demeurée limitée (+3%), tandis que le crédit aux EPE est demeuré stable après une forte chute en 2021, induite par le rachat de leurs créances par le Trésor public dans le cadre du PSR. Ce dernier s'étant poursuivi au S1-2022, 56% des

**FIGURE 17** • ... la liquidité bancaire étant canalisée à 90% vers le Trésor et la Banque d'Algérie



Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

nouveaux encours bancaires de 2022 a été canalisé vers le Trésor, 34% vers la Banque d'Algérie, et 7% vers le secteur privé.<sup>32</sup> En avril 2023, et afin de contenir les risques inflationnistes persistants, la Banque d'Algérie a cependant annoncé le relèvement du taux de réserves obligatoires, de 2 à 3%, soit son niveau pré-pandémique.<sup>33</sup> (Figures 16 et 17).

<sup>30</sup> Données de décembre 2021 à décembre 2022 (FMI).

<sup>31</sup> Celui-ci s'établit à 3%.

<sup>32</sup> En stock, fin-2022 35% du crédit bancaire était dirigé vers le secteur privé, 27% vers les EPE, et 39% vers le Trésor public.

<sup>33</sup> "Ces mesures ciblent, dans un premier temps, les sources de l'excès de liquidité, potentiellement inflationnistes" (Banque d'Algérie, avril 2023).

# PERSPECTIVES ET RISQUES

## L'activité hors-hydrocarbures devrait être le principal moteur de croissance en 2023

**Le secteur hors-hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023, contrastant avec la stabilité de la production des hydrocarbures.** Dans le scénario de base, la croissance du PIB atteindrait 1,8% en 2023, résultant de la croissance de l'activité hors-hydrocarbures (+2,2%) et de la stabilité du PIB des hydrocarbures (+0,6%). Le secteur agricole ralentirait, la faible pluviométrie ayant généré des retards importants dans le développement des cultures en début d'année, particulièrement dans les principales régions agricoles du pays.<sup>34</sup> La production de gaz augmenterait et la production de pétrole brut diminuerait, contrainte par la baisse des quotas de production à partir de novembre 2022, puis celle décidée en mars 2023, entrant en vigueur à partir du mois de mai.<sup>35</sup> Ainsi, le secteur des services demeurerait le principal contributeur à la croissance.

**Sous l'angle dépense, la croissance serait tirée par la bonne dynamique de la consommation privée et la reprise de l'investissement, malgré la baisse des exportations nettes.** La

consommation privée demeurerait dynamique, soutenue par l'effort public de préservation du pouvoir d'achat à travers l'augmentation des dépenses publiques, et ainsi par l'activité dans le secteur des services. La reprise attendue de l'investissement se matérialiserait en 2023, soutenue par celui du secteur des hydrocarbures, stimulant l'activité industrielle. Les exportations nettes ralentiraient cependant la croissance, la baisse des exportations des hydrocarbures, lestées par la baisse des quotas et la reprise concomitante de la consommation domestique, étant renforcée par la hausse des importations, nécessaires à l'investissement et à pallier la baisse de la production agricole.

### **Dans le scénario de base, le rebond de la production agricole et de pétrole brut en 2024**

<sup>34</sup> Selon les données satellitaires disponibles jusqu'à mars 2023, la quasi-totalité des wilayas se trouvaient en situation de déficit hydrique au T1-2023, et une majorité des principales régions agricoles (dont Tiaret, Sétif, Sidi bel Abbès, Oum el Bouaghi, Souk Akhras, Médéa, Relizane, Ain Defla) montraient un retard marqué de développement des cultures. (JRC-EU, 2023).

<sup>35</sup> L'Algérie procèdera à une réduction volontaire de 48.000 barils par jour.(APS, avril 2023).

### **permettrait une accélération de la croissance.**

Sous l'hypothèse d'un retour d'un niveau moyen de pluviométrie et de production agricole en 2024, d'une part, et de la remontée des quotas de l'OPEP sous l'effet de la reprise de l'activité mondiale,<sup>36</sup> d'autre part, la croissance du PIB s'accélérait en 2024, pour atteindre 2,6%. La hausse des exportations et la croissance modérée des importations permettrait de contrebalancer le ralentissement de la croissance de la consommation et de l'investissement.

**L'inflation ralentirait mais demeurerait élevée en 2023, malgré la modération des prix à l'import.** Dans le scénario de base la croissance de l'indice des prix à la consommation ralentit progressivement sur la période de projection du fait de l'effet désinflationniste retardé induit par la baisse des prix des produits importés et l'appréciation du dinar algérien en 2022, particulièrement dans les secteurs tributaires de l'importation (produits agroindustriels et manufacturés).<sup>37</sup> La décision d'accorder à l'OAIC un monopole sur l'achat de blé domestique et importé, étendue à l'importation de riz et de légumes secs, pourra également limiter les hausses de prix, dans la mesure où la capacité de production de l'OAIC peut répondre à la demande domestique. À l'inverse, l'effet de la faible pluviométrie sur la production agricole, de même que l'effet retardé de la hausse de la dépense publique et de la masse monétaire en 2021 et 2022, pourraient alimenter une hausse des prix.

### **La pression sur les équilibres budgétaire et extérieur devrait s'accroître**

**En 2023, le surplus du compte courant se réduirait (+1,9% du PIB) sous le coup de la baisse des prix et des volumes d'exportations d'hydrocarbures.** En sus de la baisse des volumes exportés, le prix moyen à l'exportation du pétrole algérien devrait diminuer en 2023, suivant les cours internationaux, tandis que le prix à l'exportation du gaz algérien pourrait se maintenir à un niveau élevé. La baisse des prix du pétrole serait également accompagnée par celle des engrais et du fer, entamée à la fin-2022. Dans le même temps, les importations reprendraient, la baisse des prix sur les

marchés mondiaux étant compensée par la hausse de la demande algérienne, notamment pour permettre la reprise de l'investissement, et pour l'approvisionnement en produits alimentaires. La stabilisation des prix à l'import, une moindre pression sur les importations, une augmentation de la production pétrolière et le maintien à un niveau élevé des prix du gaz permettraient au compte courant de demeurer positif en 2024. En 2025, la croissance des exportations d'hydrocarbures ralentirait malgré la hausse de production, du fait de la croissance constante de la consommation domestique, alimentée par la coûteuse politique de subvention aux produits énergétiques.

**La baisse des recettes des hydrocarbures et la hausse annoncée des dépenses publiques creuseront le déficit budgétaire en 2023, mais celui-ci serait en partie préfinancé par l'épargne accumulée en 2022.** Dans le scénario de base les recettes baissent, la chute des recettes issues des exportations d'hydrocarbures étant en partie amortie par la hausse des recettes fiscales, soutenues par le niveau élevé d'inflation, et celle des dividendes de la Banque d'Algérie. Les dépenses augmenteraient de nouveau cependant, sous l'effet de la nouvelle hausse des salaires dans la fonction publique, et celle du coût plus élevé de l'allocation chômage introduite en 2021, malgré la baisse du coût des subventions aux produits alimentaires. Le déficit budgétaire global grimperait donc pour atteindre 7,0% du PIB, mais il pourrait être financé par les émissions obligataires domestiques et l'épargne du Trésor à la Banque d'Algérie, qui atteignait en mars 2023 6,5% du PIB estimé sur quatre trimestres glissants. Malgré la poursuite de la hausse des salaires dans la fonction publique, le rythme d'augmentation des dépenses ralentirait en 2024 et 2025 et, compte tenu de la hausse anticipée des recettes, le déficit global du Trésor se stabiliserait autour de 6% du PIB. La dette publique se stabiliserait à environ 62% du

<sup>36</sup> Selon les Perspectives Économiques Mondiales, la croissance mondiale ralentirait en 2023 (+2,1%), avant de rebondir en 2024 (+2,4%). (Banque mondiale, 2023b).

<sup>37</sup> Voir Banque mondiale, 2023a. D'après Banque mondiale (2023c), l'inflation algérienne est moins sensible au taux de change de la monnaie locale relatif au dollar US que les pays de la région MENA.

## ENCADRÉ 2 : LA LOI DE FINANCES POUR 2023

**La Loi de Finances pour 2023 (LF2023)<sup>a</sup> revient à la hausse le déficit budgétaire, emmené par une hausse marquée des dépenses.** Celle-ci prévoit une détérioration du déficit budgétaire relativement à la loi de finances complémentaire pour 2022 (LFC2022), malgré une augmentation des recettes (+13%), hors-hydrocarbures et des hydrocarbures (+21% et +3%, respectivement). Elle prévoit une augmentation de 19% des dépenses, après la hausse massive prévue par la LFC2022 (+42% relativement à 2021),<sup>b</sup> tirée par les dépenses de fonctionnement (+27%) et une hausse modeste des dépenses d'équipement (+3%). En 2024 et 2025, la stabilisation des dépenses et la hausse des recettes, principalement fiscales, permettrait de résorber le déficit.

**La hausse substantielle des dépenses de fonctionnement est répartie entre les provisions servant aux réallocations budgétaires en cours d'année, les augmentations salariales et la hausse du coût de l'allocation chômage.** Un tiers des nouvelles dépenses est alloué au Ministère des Finances, et principalement voué à être réalloué en cours d'année. Le Ministère du Travail recevrait 23,6% des nouvelles dépenses de fonctionnement, afin de financer la hausse de l'allocation chômage<sup>c</sup>. Le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Éducation Nationale recevraient 13,8% et 13,6% des nouvelles dépenses de fonctionnement, respectivement, à affecter à la hausse prévue des salaires.

**La LF2023 comporte des mesures d'élargissement d'assiette fiscale et des mesures d'encouragement de l'inclusion financière.** L'auto-entrepreneur, statut nouvellement créé, est désormais soumis à l'impôt forfaitaire unique (IFU), tout comme le chiffre d'affaires issu de la vente des produits aux prix réglementés. La LF 2023 permet également une reprise partielle des importations de voitures. Des mesures fiscales ciblées sont introduites pour soutenir l'investissement et les start-ups, ainsi que le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Le champ d'application de certains impôts est également élargi.

**Pour la première fois, la LF 2023 est présentée selon les préceptes de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2018<sup>d</sup>.** Le budget de chaque ministère a notamment été décliné par programme et non plus par fonction, consolidant notamment les dépenses de fonctionnement et d'équipement. Les recettes projetées, désormais réparties en huit titres plutôt que quatre, sont également désagrégées par pallier de Gouvernement, compte spécial (une liste de ceux-ci accompagne également la LF2023), ou entité publique autre que les caisses de sécurité sociale. Enfin, des estimations partielles du coût des régimes fiscaux préférentiels est annexée.

<sup>a</sup> Publiée au journal officiel en décembre 2022.

<sup>b</sup> Tel que relevé dans le chapitre précédent, il convient cependant de noter que le montant annoncé des dépenses a été sous-exécuté.

<sup>c</sup> Le ministre du Travail a annoncé que l'allocation chômage mise en place en février 2022 augmentera de 15% pour atteindre 15 000 DZD/mois (109,4 USD/mois), elle sera distribuée à 1,9 million de bénéficiaires d'ici janvier 2023. Le coût de cette allocation est estimé à 342 milliards DZD, soit 2,5% des dépenses prévues dans la loi de finances 2023.

<sup>d</sup> Au journal officiel le 53 (septembre 2018).

PIB, l'augmentation du stock de dette publique étant amortie par celle du PIB nominal.

### La volatilité des prix du pétrole rappelle l'impératif de diversification économique

**En 2022, l'Algérie a profité du bond des prix du pétrole puis ceux du gaz pour se constituer un coussin de sécurité.** Le pic des prix d'exportation du pétrole, suivi de celui du gaz naturel, a permis à l'Algérie d'augmenter sensiblement les recettes des hydrocarbures, dégager un excédent commercial et réduire le déficit budgétaire, mais également d'augmenter les réserves de change de l'Algérie et l'épargne du Trésor, éloignant à court terme les risques d'un ajustement macroéconomique abrupt

dans le cas d'une nouvelle chute des cours. De plus, la réduction soutenue des importations, bien qu'elle présente des risques pour la disponibilité et le prix des produits et équipements importés, permet de soutenir la balance du compte courant et une augmentation continue des réserves de changes dans le scénario de base. Enfin, la hausse moins marquée qu'anticipé des dépenses publiques a permis l'accumulation d'une épargne importante, qui pourrait contribuer à financer les déficits sur la période de projection, et d'éviter d'avoir recours à la Banque d'Algérie en 2023, sous l'hypothèse d'une politique de dépense prudente.

**Malgré cela, les perspectives macroéconomiques demeurent très sensibles aux prix mondiaux du pétrole, dont la trajectoire demeure incertaine.** Les incertitudes entourant la trajectoire de l'économie mondiale, la demande des principaux

pays consommateurs d'énergie, l'offre des producteurs et les prix mondiaux des hydrocarbures demeurent élevées, comme en témoigne l'annonce surprise de l'OPEP d'une baisse des quotas de production en mars 2023 pour pallier la baisse inattendue des cours. Pour l'Algérie, ces développements auront des implications notoires. Par exemple, toute chose étant égale par ailleurs, une simulation sur la base d'un prix du baril à US\$ 100 par baril en 2023 suggère que le surplus du compte courant atteindrait 5,5% du PIB (+3,6 pp) et le déficit budgétaire diminuerait à 4,5% du PIB (+2,5 pp), permettant notamment une accumulation plus rapide des réserves de change. À l'inverse, un prix du pétrole à US\$ 70 par baril générerait un déficit de 1,7% du PIB du compte courant et le déficit budgétaire se creuserait pour atteindre 9,5% du PIB, incitant à un contrôle accru des importations, une réduction des dépenses et un recours plus important au système bancaire domestique pour financer le déficit, avec de potentiels effets néfastes sur la croissance et l'inflation.

**Dans ce contexte, la poursuite des efforts de diversification de l'économie et des exportations demeure essentielle.** Les autorités ont engagé des efforts importants afin de stimuler l'investissement privé et étranger, notamment au travers d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures (2019), la levée partielle des limites sur l'actionnariat étranger (2020), et une nouvelle loi sur l'investissement (2022). La poursuite et la mise en œuvre effective des réformes visant l'amélioration au climat des affaires, afin notamment de permettre une plus grande participation du secteur privé dans l'économie, demeure essentielle à la soutenabilité et à la résilience de l'économie algérienne. Entre autres, la diversification des exportations permettrait de réduire la vulnérabilité des équilibres macroéconomiques aux prix du pétrole.

## Les aléas climatiques représentent un risque croissant pour l'Algérie et la région

**Les aléas liés au changement climatique représentent des risques croissants pour la crois-**

**sance et l'inflation algérienne, y compris pour l'année 2023.** Depuis 2019, les précipitations se sont établies en dessous des moyennes historiques,<sup>38</sup> phénomène encore plus marqué en 2021. Cette année-là, le PIB agricole s'est contracté de 1,9%, et l'inflation des produits agricoles frais a grimpé à 13,9% (contre 2% l'année précédente), emmenée notamment par une augmentation de 21,3% des prix des fruits et légumes. Entre octobre 2022 et février 2023, les précipitations en Algérie étaient parmi les plus basses qu'a connu le pays depuis 20 ans et, malgré une augmentation modérée de la pluviométrie en mars, les perspectives de production agricole sont en-deçà de la moyenne.<sup>39</sup> En parallèle, l'inflation des produits agricoles frais s'est accélérée pour atteindre 24,7% en g.a. au T1-2023. Ainsi, une prolongation de la faible pluviométrie en 2023 et sur les années 2024 et 2025 pourrait limiter la croissance du secteur agricole et alimenter l'inflation.

**Outre les effets macroéconomiques immédiats, l'inflation des produits alimentaires peut affecter les perspectives économiques de long terme.** Celle-ci contribue au moins pour moitié à l'inflation dans la région MENA, et affecte démesurément les ménages vulnérables. Elle peut accroître le niveau d'insécurité alimentaire,<sup>40</sup> et avoir des effets multigénérationnels sur le niveau d'éducation des enfants, leur santé et leurs revenus futurs. Cela souligne l'importance d'adapter rapidement le secteur agricole, d'assurer la disponibilité des produits alimentaires en quantité suffisante par l'importation, et de renforcer la résilience des ménages face aux effets des chocs climatiques, incluant au travers de mécanismes de protection et d'assurance sociale, ciblés vers les ménages les plus vulnérables.<sup>41</sup>

<sup>38</sup> Office national de Météorologie, Centre de Recherche de l'UE.

<sup>39</sup> Centre de recherche de l'UE.

<sup>40</sup> Dans la région, l'inflation est responsable de 24 à 33 % de l'insécurité alimentaire prévue pour 2023.

<sup>41</sup> Voir "Destins bouleversés : effets à long terme de la hausse des prix et de l'insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du nord" (Banque mondiale, 2023b).

## TABLEAU DES INDICATEURS

	2019	2020	2021	Estim.	Projections		
				2022	2023	2024	2025
<b>Production et prix</b>							
PIB réel	1.0	-5.1	3.4	3.2	1.8	2.6	2.3
Hors hydrocarbures	2.7	-3.9	2.3	4.3	2.2	2.5	2.3
Hydrocarbures	-4.9	-10.2	10.5	-0.6	0.6	2.9	2.4
Par habitant	-1.0	-6.9	1.6	1.4	0.0	0.7	0.5
Indice des prix à la consommation (moy. annuelle)	2.0	2.4	7.2	9.3	8.6	7.8	7.1
PIB (en milliards de USD courants)	171.8	145.7	163.4	195.0	196.8	214.7	226.4
PIB par habitant (USD courants)	3,955	3,293	3,632	4,258	4,221	4,524	4,686
Production de pétrole brut (mb/j)	1,021	898	908	1,016	977	1,016	1,039
Production de gaz naturel (milliards de m3)	86.1	87.7	102.8	99.2	102.3	105.5	108.8
<b>Secteur extérieur</b>							
Solde du compte courant	-9.9	-12.8	-2.9	9.4	1.9	1.5	1.3
Solde commercial	-9.2	-12.3	-1.6	11.1	2.8	2.5	2.3
Exportations de biens et services	22.4	17.1	25.5	35.2	27.5	26.7	26.7
Exportations d'hydrocarbures	19.4	13.7	20.8	30.7	23.7	22.9	22.8
Exportations hors hydrocarbures	3.0	3.4	4.7	4.6	4.6	4.6	4.7
Importations de biens et services	31.6	29.4	27.1	24.1	24.7	24.2	24.4
Réserves en devises (mois d'importations)	14.0	13.7	12.5	15.8	16.5	16.4	16.2
Taux de change (dinar par USD ; moy. annuelle)	119.4	126.8	135.1	142.0			
Prix des exportations de Sahara Blend (USD )	64.4	42.1	72.7	100.9			
<b>Finances du gouvernement central</b>							
Recettes et dons	32.2	30.5	29.9	34.2	32.1	30.6	29.8
Recettes des hydrocarbures <sup>a</sup>	13.0	10.4	11.8	20.4	16.3	15.7	15.6
Recettes hors hydrocarbures	19.2	20.1	18.1	13.8	15.8	14.9	14.2
Dépenses	37.8	37.4	33.7	34.9	36.8	34.8	33.3
Dépenses courantes	23.9	27.1	24.8	27.4	28.7	27.6	26.4
Dépenses d'investissement	13.9	10.2	8.9	7.5	8.1	7.2	6.9
Solde des CAS et interventions du Trésor	4.0	5.1	3.4	2.2	2.4	2.2	2.0
Solde budgétaire global <sup>b</sup>	-9.6	-12.0	-7.2	-2.9	-7.0	-6.4	-5.5
Solde budgétaire global primaire	-9.0	-11.0	-6.5	-1.5	-5.6	-5.0	-4.1
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-22.6	-22.3	-19.0	-23.4	-23.3	-22.1	-21.2
Dette du Gouvernement central	45.6	52.0	62.8	55.6	61.8	62.0	62.1
Dette domestique	44.8	51.0	62.1	55.1	61.3	61.5	61.7
Dette externe	0.8	1.0	0.7	0.5	0.5	0.5	0.4

<sup>a</sup> Inclue les dividendes de la Sonatrach et les revenus pétroliers transférés au FRR

<sup>b</sup> Inclue le solde des comptes d'affectation spéciale et les interventions du Trésor





# ANNEXE : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

## Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

## Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique. La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les importations. L'effet d'entraînement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction.

## Printemps 2022 : « L'Algérie profite-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50% entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5% sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88% de la variation des prix du gaz naturel exporté.

## Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40% de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varie selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

## Automne 2021 : « Évolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant

des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus vulnérables ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

## Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. Cependant, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore être fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

## **Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »**

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

## **Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »**

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.



# BIBLIOGRAPHIE

## Algérie Presse Service

- “OPEP+: l’Algérie réduira volontairement son quota de 48.000 barils/jour à partir de mai”. (02 Avril 2023)  
<https://www.aps.dz/economie/153898-opep-la-lgerie-reduira-volontairement-son-quota-de-48-000-barils-jour-a-partir-de-mai>
- “Versement des augmentations de salaires et des pensions de retraite à compter du 10 mars”. (26 Février 2023)  
<https://www.aps.dz/economie/152338-versement-des-augmentations-de-salaires-et-des-pensions-de-retraite-a-compter-du-10-mars>
- “Légumineuses: l’exclusivité de l’importation par l’OAIC protégera la production nationale et le pouvoir d’achat”. (13 Février 2023)  
<https://www.aps.dz/economie/151661-legumineuses-l-exclusivite-de-l-importation-par-l-oaic-protgera-la-production-nationale-et-le-pouvoir-d-achat>
- “Plus de 2,6 millions de bénéficiaires des augmentations des allocations et pensions de retraite dès mars”. (18 Janvier 2023)  
<https://www.aps.dz/societe/150378-cnr-plus-de-2-6-millions-de-beneficiaires-des-augmentations-des-allocations-et-pensions-de-retraite-des-mars-prochain>
- “Les augmentations importantes des salaires toucheront 2,8 millions fonctionnaires”. (26 Décembre 2022)

<https://www.aps.dz/economie/149266-les-augmentations-importantes-des-salaires-toucheront-2-8-mns-fonctionnaires#:~:text=Chorfa%20a%20indiqu%C3%A9%20que%20la,les%20augmentations%20dans%20le%20secteur>

- “L’allocation forfaitaire de solidarité, une enveloppe de plus de 47 milliards de dinars pour 2019”  
<https://www.aps.dz/societe/84275-l-allocation-forfaitaire-de-solidarite-une-enveloppe-de-plus-de-47-milliards-de-dinars-pour-2019>

## Algerie360

- “L’État interdit l’importation du riz et des légumes secs aux opérateurs privés”. (13 Février 2023).  
<https://www.algerie360.com/letat-interdit-limportation-du-riz-et-des-legumes-secs-aux-operateurs-privés/>

## Banque d’Algérie

- Bulletin statistique trimestriel N° 60. Troisième trimestre 2022  
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Bulletin-n%C2%B060-fr.pdf>
- Tendances monétaires et financières. Neufs mois 2022  
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf>

## Banque Mondiale

- “Destins bouleversés effets à long terme de la hausse des prix et de l’insécurité alimentaire dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord”. Avril 2023  
<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/553ad319-d08b-43cd-a12c-15c093c9075b/content>
- “Macro Poverty Outlook”. Assemblées de printemps 2023.  
<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/77351105a334213c64122e44c2efe523-0500072021/related/mpo-sm23.pdf>
- “Les perspectives économiques mondiales”. Janvier 2023  
<https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/254aba87-dfeb-5b5c-b00a-727d04ade275/content>
- Rapport de suivi de la situation économique. “Maintenir le cap de la transition”. Automne 2022  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/pdf/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique. “Renforcer la résilience en période favorable”. Printemps 2022.  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099703007292212973/pdf/IDU00bf8048202e6a044c6086e502ff3eb95dc37.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique. “Redresser l’économie algérienne après la pandémie”. Automne 2021  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique. “Accélérer le rythme des réformes pour protéger l’économie algérienne”. Printemps 2021.  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/328771626885466026/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy.pdf>

- Rapport de suivi de la situation économique. “Lutter contre la pandémie de COVID-19 et engager des réformes structurelles”. Automne 2020  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

## Commission européenne

- Points chauds d’anomalie de la production agricole. (Mars 2023)  
<https://mars.jrc.ec.europa.eu/asap/country.php?cntry=4>

## Reuters

- “L’Algérie redevient la première source de gaz naturel de l’Espagne-Enagas”. (9 février 2023)  
<https://www.reuters.com/business/energy/algeria-regains-spot-spains-top-natural-gas-source-enagas-2023-02-09/>

## Secrétariat Général du Gouvernement

- Les grilles de salaires publiées au Journal Officiel 3 de 2023.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2023/F2023003.pdf>
- Loi de finances 2023. Du 25 décembre 2022  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2022/F2022089.pdf>
- Loi organique relatives aux lois de finances publiées au journal officiel 53 (septembre 2018).  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2018/F2018053.pdf>

## Office National des Statistiques

- L’indice des prix à la consommation, mars 2023.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/i.IPC\\_Mars2023.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/i.IPC_Mars2023.pdf)

- Les prix à la production industrielle. 3ème trimestre 2022.  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPPI3T2022.pdf>
- Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises. 9 mois2022.  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU9mois2022.pdf>
- Les comptes nationaux trimestriels. 3ème trimestre 2022  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT3T2022.pdf>
- Les tableaux des entrées-sorties 2019 à 2021.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/TES2019\\_2021.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/TES2019_2021.pdf)









**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433